



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Arrêté préfectoral n° UBDEO/ERA/24/90 modifiant l'arrêté d'autorisation du
n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015 modifié de la société NUFARM implantée
sur la commune de Gaillon (27)
*Dispositions relatives aux liquides inflammables***

VU le Code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 20 juillet 2022 du Président de la République nommant Monsieur Simon BABRE, préfet de l'Eure ;

VU le décret du 23 septembre 2024 portant cessation de fonctions du préfet de l'Eure de M. Simon BABRE à compter du 16 septembre 2024 ;

VU le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure ;

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511.

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques 4510 ou 4511 ;

VU l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 et 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploité au sein d'une installation classée soumise à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015 autorisant la société NUFARM à exercer ses activités sur le territoire de la commune de Gaillon ;

VU l'arrêté préfectoral DELE/BERP/19/716 du 16 avril 2019 actualisant la situation administrative du site ;

VU l'arrêté préfectoral UBDEO-ERA-23-94 du 24 août 2023 prescrivant l'inventaire des substances dangereuses sur le site ;

VU la déclaration de soumission à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 transmis à l'inspection en décembre 2021, incluant un bilan de conformité du site vis-à-vis de cet arrêté ;

VU la visite d'inspection du 4 avril 2023 portant sur la prise en compte et la mise en oeuvre des évolutions réglementaires sur les liquides inflammables ;

VU le courrier de réponse de l'exploitant le 23 septembre 2024 ;

VU le projet d'arrêté porté le 15 octobre 2024 à la connaissance de l'exploitant ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant du 23 octobre 2024 en réponse,

Considérant :

Que l'établissement exploité par la société NUFARM sur la commune de Gaillon relève du régime SEVESO seuil haut défini à l'article R.511-10 du code de l'environnement ;

Que l'établissement NUFARM relève en particulier du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 4331 de la nomenclature des installations classées, relative aux liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330, et du régime de la déclaration au titre de la rubrique 1436 de la nomenclature des installations classées relative aux stockages et emplois de liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, à l'exception des boissons alcoolisées ;

Que l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020, en vertu de son article I.1, est applicable à toute installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites " liquides inflammables ", dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 « au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation » dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles ;

Que, en application de ce même article, dès lors qu'une installation classée relève de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisé, les dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 s'appliquent à l'ensemble des stockages en récipients mobiles de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, de liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 présents au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation ainsi qu'aux stockages de liquides et solides liquéfiables combustibles en récipients mobiles situés à proximité de liquides inflammables, quand ils répondent aux conditions de proximité définies dans l'article I-3 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisé ;

Que, au regard du bilan de conformité transmis par l'exploitant en décembre 2021 et des constats de l'inspection du 4 avril 2023, le site entre dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisé, dans la mesure où sont présents sur le site plus de 100 tonnes de liquides inflammables avec une mention de dangers H224, H225, H226 en récipients mobiles fusibles sans dépasser le seuil de 1000 tonnes au total ;

Que, de ce fait, les dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 s'appliquent aux stockages en récipients mobiles de liquides inflammables avec une mention de dangers H224, H225, H226 mais également aux stockages en récipients mobiles de liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C, relevant donc de la rubrique 1436, de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 ainsi qu'aux stockages en récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles en récipients mobiles situés à proximité

Que, par conséquent, il est nécessaire de mettre en conformité l'ensemble des stockages concernés, au nombre de 15 au regard du bilan de conformité établi par NUFARM ;

Que, face à l'ampleur des travaux de mise en conformité à réaliser, NUFARM a entrepris une démarche de réduction des risques visant à réduire la quantité de liquides inflammables en récipients mobiles fusibles et s'est engagé dans son courrier du 23 septembre 2024 susvisé, à être sous la barre des 100 tonnes de liquides inflammable en récipients mobiles fusibles pour le 31 décembre 2024, afin de ne plus être soumis à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisé ;

Que, par ailleurs, l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé n'est pas applicable au site dans la mesure où les quantités susceptibles d'être présentes de liquides inflammables avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 ne dépassent pas 1 000 tonnes ;

Que, de ce fait, les stockages du site relevant de la rubrique 4331 doivent respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 susvisé qui leur sont applicables et les stockages du site relevant de la rubrique 1436 doivent respecter les dispositions des arrêtés ministériels du 22 décembre 2008 et du 20 avril 2005, qui leur sont applicables

Qu'au regard de ce qui précède, il convient d'imposer à NUFARM le respect de son engagement dans la mesure où d'une part il contribue à réduire les risques sur le site et d'autre part où il conditionne les dispositions applicables aux stockages de liquides inflammables présents sur le site ;

Que conformément à l'article L.181-14 du Code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire qu'il juge nécessaire et que, conformément à l'article R.181-45 du Code de l'environnement, les prescriptions complémentaires sont fixées par les arrêtés complémentaires ;

Considérant que l'intérim du préfet est assuré par M. Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure, conformément à l'article 45 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié ;

SUR proposition du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER : Objet

La société NUFARM dont le siège social est situé à COLOMBES (92) est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté qui modifient et complètent l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 2015 modifié.

ARTICLE 2 : Quantité de liquides inflammables

A partir du 1er janvier 2025, les quantités susceptibles d'être présentes de liquides inflammables avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables de catégories HP3, stockés en récipients mobiles fusibles, sont strictement inférieures à 100 tonnes au total.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir le respect de ce seuil de 100 tonnes. En particulier, il veille à ce que l'état des matières stockées, exigible au titre de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, susvisé, permette d'identifier les liquides inflammables et déchets liquides inflammables stockés en récipients mobiles fusibles.

ARTICLE 3 : Stockages relevant des rubriques 4331 et 1436

Les stockages du site relevant de la rubrique 4331 respectent les dispositions de l'arrêté du 1er juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, qui leur sont applicables.

Les stockages du site relevant de la rubrique 1436 respectent les dispositions qui leur sont applicables des arrêtés ministériels suivants :

- Arrêté du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511.
- Arrêté du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511.

ARTICLE 4 : Délais et voies de recours (article R.514-3-1 du code de l'environnement)

Le présent arrêté, conformément aux décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L. 514-6, peut être déféré à la juridiction administrative selon les dispositions des articles R.514-3-1 et R.181-50 du code de l'environnement :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ou de l'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° du même article.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet **www.telerecours.fr**.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 5 : Publicité et exécution

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

Un extrait dudit arrêté, énumérant les prescriptions et faisant connaître que copie dudit arrêté est déposée en mairie et peut y être consulté par tout intéressé, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès verbal de ces formalités est adressé à la DREAL – UD de l'Eure.

Un extrait est affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Eure qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

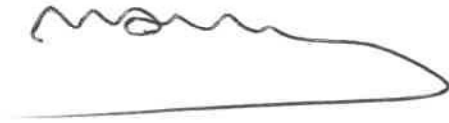
La secrétaire générale de la préfecture, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté est adressée à :

- Monsieur le sous-préfet des Andelys,
- Monsieur le maire de la commune de Gaillon
- à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO)

Évreux, le **31 OCT. 2024**

Le secrétaire général de la préfecture
en charge de l'administration de l'Etat
dans le département,



Alaric MALVES